



Afghanistan : L'UE doit repenser radicalement sa stratégie de sortie

Commissions: Commission des affaires étrangères

Il est temps de reconnaître que l'intervention militaire en Afghanistan a échoué et même mené à la détérioration de la sécurité du pays, soulignent les députés dans un rapport polémique accusant les forces de coalition d'avoir "mal calculé leurs options dans le pays". Une nouvelle stratégie de sortie doit être élaborée en collaboration complète avec les Afghans, incluant la présence des Talibans à la table des négociations.

Une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan doit être radicalement repensée: tout d'abord, l'UE et ses alliés doivent reconnaître la détérioration continue de la sécurité et de la situation socio-économique dans le pays, en dépit de près d'une décennie d'engagement international et comprendre la nécessité d'impliquer entièrement les Afghans dans la stratégie de sortie. La coalition est de plus en plus perçue par la population comme une force d'occupation, avertissent des députés. Une approche civile et militaire plus équilibrée s'impose, y compris des mesures plus concrètes en vue d'éradiquer la pauvreté et la discrimination envers les femmes.

Les députés proposent d'articuler la nouvelle stratégie de l'UE envers l'Afghanistan autour de quatre éléments-clés: l'amélioration de la coordination de l'aide internationale; le peaufinage du rôle de l'UE et de la participation des acteurs afghans au processus de paix, l'amélioration de la qualité de la formation de la police et la lutte pour l'élimination de la culture de l'opium.

Processus de paix

Dans le rapport polémique adopté par la commission des affaires étrangères, avec de nombreux amendements passés à une faible majorité, la responsabilité de la situation actuelle dans le pays incombe aux erreurs de calcul préalables faites par les forces de coalition. "Par conséquent la présence de la force des talibans a été sous-estimée, la capacité du gouvernement Karzaï à garantir la gouvernance du pays surestimée et, de ce fait, le travail de reconstruction et de développement du pays s'est trouvé relégué à l'arrière-plan".

Ils reconnaissent que la seule solution possible à présent pour l'Afghanistan est politique et devrait inclure des négociations - devant avoir lieu en définitive dans le contexte d'un cessez-le-feu - avec les Talibans et d'autres groupes combattants et acteurs politiques du pays qui font preuve d'une volonté de mettre un terme à la guerre civile, et assurent le respect de l'État de droit et des droits fondamentaux..

Les trois lignes rouges de l'UE pour s'engager dans un processus de paix doivent résider en un engagement de toutes les parties aux négociations à bannir Al-Qaïda ainsi que tout autre groupe terroriste du pays, à prendre des mesures en vue de l'élimination de la culture du pavot et à établir le respect des droits de l'homme fondamentaux.

Utilisation et abus en matière d'aide internationale

Communiqué de presse

Les députés condamnent les abus dont est victime l'aide acheminée par les organisations internationales (banques, ONG, contractants internationaux, consultants) qui aboutit trop souvent à ce qu'une part non négligeable de l'aide européenne et internationale se perde le long de la chaîne de distribution en raison du gaspillage des ressources, des coûts intermédiaires et de sécurité trop élevés, une surfacturation et de la corruption. Ils se félicitent à cet égard de la décision internationale d'acheminer 50% de l'aide internationale via le budget national afghan en 2012.

Pour pallier au manque de coordination et de transparence au sein des donateurs internationaux, les députés invitent à établir une base de données centralisée de l'ensemble de l'aide de l'UE et à attribuer davantage de fonds directement à des projets concrets gérés dans le cadre d'un partenariat avec les institutions afghanes.

La commission parlementaire attire également l'attention sur les coûts colossaux de la guerre, estimés à plus de 300 milliards de \$ US pour la période 2001-09 et équivalents à plus de 20 fois le PIB afghan. Les députés font observer que la décision de placer la chaîne militaire d'approvisionnement américain entre des mains privées "alimente les extorsions et la corruption, étant donné que les chefs de guerre, les figures de la mafia locale et, en bout de course, les commandants talibans finissent par profiter d'une bonne part des 2 à 2,3 milliards de \$ US que représente le secteur de la logistique militaire en Afghanistan". Ils critiquent également les États-Unis car leur tentative contradictoire de "décapiter" les leaders de la rébellion en utilisant des drones, des forces spéciales américaines et des milices locales au statut juridique incertain, causant des victimes civiles fréquentes et discréditant l'intervention internationale.

Formation de la police

Le texte déplore l'inefficacité des normes de formation et de recrutement de la police, faite souvent par quelques contractants de sécurité privés des États-Unis, le taux d'analphabétisme et le nombre élevés de consommateurs de drogue au sein de la police nationale afghane.

Étant donné que la mise en place d'une police nationale en état de fonctionnement est une condition préalable pour que les forces de coalition concluent leur action en Afghanistan, les députés demandent d'améliorer la coopération internationale dans ce domaine, proposant qu'un programme de formation à grande échelle soit lancé conjointement par EUPOL et l'OTAN/FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord) incorporant des unités nationales de police.

Culture d'opium

La quatrième priorité-clé pour les députés d'une nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afghanistan devrait être d'augmenter les efforts en vue d'une élimination progressive de la culture d'opium, promouvant parmi les quatre millions d'Afghans qui vivent des cultures du pavot l'utilisation de cultures de substitution, telles que le safran. Ils demandent un plan national de cinq ans pour la conversion des cultivateurs de pavot, à mettre en œuvre par une nouvelle agence créée avec son propre budget et son propre personnel. Enfin, l'utilisation de substances chimiques et d'herbicides pour détruire les domaines de pavot devrait être interdite par le droit interne.

Le texte a été rédigé par Pino Arlacchi (ADLE, IT) et adopté par 60 voix pour, 1 contre et 5 abstentions. Le vote en session plénière est prévu pour décembre.

09.11.2010

Sous la présidence de : Gabriele ALBERTINI (PPE, IT)

Contact :

Maria ANDRÉS MARIN
AFET/DROI/SEDE
BXL: (+32) 2 28 44299
STR: (+33) 3 881 73603

Communiqué de presse

PORT: (+32) 498 98 13 45

EMAIL: foreign-press@europarl.europa.eu